



# ONU

# Sénégal Online

N° 379 du 31 Novembre 2013

## Dans ce numéro :

Journée mondiale de lutte contre le sida : l'ONU appelle à la lutte contre la discrimination.

1-2

**Journée mondiale de lutte contre le sida : l'ONU appelle à la lutte contre la discrimination.**

Lancement du rapport 2013 de la CNUCED sur les pays les moins avancés.

3-4

Le partenariat HHA s'élargit et plaide pour la prise en compte de la couverture sanitaire universelle dans l'agenda Post 2015.

4-5

Fenêtre sur l'agriculture à la FAO: une bonne mobilisation des acteurs sur le thème « résilience, sécurité alimentaire et protection sociale »

5-6

Le PAM et Oxfam renforcent la capacité de résistance des ménages vulnérables grâce au projet R4.

7

Des distributions ciblées de vivres pour apaiser les populations vulnérables.

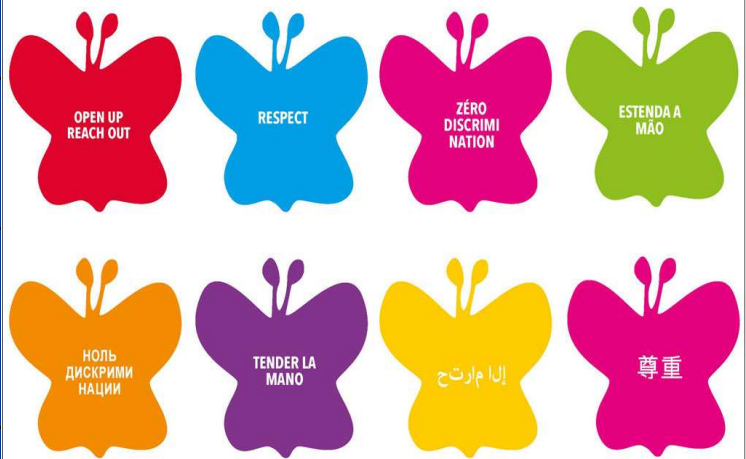
8-9

Pour la Journée mondiale de l'enfance, l'UNICEF demande que l'on mette en lumière les violences et la maltraitance cachées.

9

Intégrer l'éducation sexuelle dans les curricula au Sénégal.

10-11



À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a rappelé dimanche que si des progrès considérables ont été réalisés dans la lutte contre cette maladie, il reste encore beaucoup à faire puisque certaines régions du monde accusent un retard et que les personnes séropositives sont trop souvent victimes de stigmatisation et de discriminations.

*« Je suis plus optimiste que jamais. Dans la plupart des pays du monde, la lutte contre le VIH progresse à grands pas. Le nombre de nouvelles infections et de décès est en net recul et nous sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif consistant à assurer un traitement antirétroviral à 15 millions de personnes d'ici à 2015 – une étape essentielle pour stopper l'épidémie de sida et en inverser le cours une fois pour toutes »,* a indiqué M. Ban ki-moon dans son message pour la journée.

*« Toutefois, comme le révèle le rapport 2013 de la Journée mondiale de lutte contre le sida publié par ONUSIDA, certains signes préoccupants indiquent que des régions et des pays ont pris du retard.*

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.

Tél. : (221) 338699911 Fax : (221) 338605148  
Adresse : Immeuble SOUMEX, Mamelles, Route des Almadies, BP 154 Dakar (Sénégal)  
E-mail : unic.dakar@unic.org  
Site Web : <http://dakar.sites.unicnetwork.org>

NB : les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'ONU

*Même si nous parvenons de mieux en mieux à aider les populations vulnérables grâce à des actions visant à éliminer la stigmatisation et la discrimination, il reste encore beaucoup à faire pour surmonter ce problème. Nous devons nous engager à faire tomber les dernières barrières que constituent par exemple les lois punitives et l'exclusion sociale, pour venir en aide à toutes les personnes qui n'ont accès ni aux traitements contre le VIH ni aux services de soins »,* a-t-il ajouté. Pour créer les conditions favorables à une génération sans sida, il faut selon le Secrétaire général, redoubler d'efforts pour qu'il n'y ait plus de nouvelles infections à VIH chez les enfants et que toutes les mères vivant avec le VIH aient accès à un traitement.

*«Je demande instamment que des mesures soient prises pour mettre un terme à la discrimination et aux violences faites aux femmes, qui causent des souffrances terribles et augmentent le risque d'infection à VIH et de décès dus au sida »,* a déclaré M. Ban Ki-moon

M. Ban a salué tous les partenaires qui versent des contributions substantielles au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'une des principales sources de financement de la lutte au niveau mondial. Les grands pays montrent l'exemple, en affectant régulièrement des ressources à la lutte contre le sida et d'autres maladies. De nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont considérablement augmenté leurs dépenses de lutte antisida. Ils méritent tous que nous soutenions sans réserve leur recherche de solutions de financement propres à assurer la pérennité de la lutte contre le sida au-delà de 2015.

« Il reste encore beaucoup à faire. Si nous voulons un avenir sans sida, nous devons continuer à investir, à agir et à innover pour réaliser notre vision de zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida. En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, engageons-nous à reléguer le sida aux oubliettes de l'histoire », a dit M. Ban.

De son côté, le Directeur exécutif d'ONUSIDA, Michel Sidibé, a affirmé que pour la toute première fois, nous pouvons dire que nous commençons à contrôler l'épidémie et que ce n'est plus elle qui nous contrôle. *«Peu nombreux étaient ceux qui ont cru que nous réussirions à enregistrer les progrès que nous constatons aujourd'hui. Ces progrès sont évidents au niveau des avancées scientifiques, d'un leadership visionnaire et de la précision de la programmation. La combinaison de ces puissants facteurs signifie que les personnes vivant avec le VIH peuvent désormais vivre plus longtemps et en bonne santé, protéger leurs partenaires contre l'infection au VIH et permettre à leurs enfants de ne pas être infectés par le virus »,* s'est félicité M. Sidibé.

Le chef de l'agence spécialisée dans la lutte contre le VIH a souligné c'est une tâche compliquée d'imaginer à quoi la fin du sida pourrait ressembler. Pour répondre à cette question complexe, l'ONUSIDA et la revue médicale « the Lancet » ont créé une commission chargée de lui trouver des réponses. Il est certain que mettre fin à l'épidémie de sida signifiera énormément de choses pour beaucoup de monde. La fin du sida signifiera zéro nouvelle infection à VIH, zéro décès lié au sida et la possibilité pour tous de vivre avec dignité et sans peur de la discrimination. Ce sera aussi fêter des anniversaires plutôt qu'assister à des funérailles. *«Mais il ne faut pas se méprendre, la stigmatisation, le déni et le recul de la vigilance existent toujours et font planer la menace de perdre encore une génération. Nous devons unir nos cœurs et nos voix car c'est ensemble que nous serons plus forts »,* a indiqué M. Sidibé. *«Le monde est prêt pour mettre fin au sida et si nous restons fidèles à notre vision, nous nous souviendrons de ce jour comme de celui où les rêves de toute une vie ont commencé à devenir réalité »,* a-t-il ajouté.

## Lancement du rapport 2013 de la CNUCED sur les pays les moins avancés.



**Mr Dramane Haidara du BIT présentant le Rapport de la CNUCED sur les PMA**

Le Centre d'Information des Nations Unies à Dakar (CINU) a abrité ce mercredi 20 Novembre le lancement du rapport 2013 de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), sur les pays les moins avancés intitulé :

**«Croissance et création d'emplois pour un développement équitable et durable»**. En présence des journalistes, Dramane Haïdara, Directeur adjoint, spécialiste technique principal des stratégies et politiques d'emploi au Bureau

International du Travail (BIT) en a présenté les différents axes. **«Au sein des pays les moins avancés la question de l'emploi est au cœur des préoccupations mais n'est pas encore au cœur des politiques économiques et sociales.»** a-t-il conclu.

En effet, les lignes du rapport montrent une croissance économique considérable entre 2002 et 2013 alors que la croissance de l'emploi est au ralenti et que la main d'œuvre augmente au fil des ans et pourrait doubler d'ici 2050 (160 millions à 300 en 2050). Or, l'absence d'emplois décents et de qualité peut être le précurseur du développement de maux tels qu'une pauvreté croissante, une instabilité sociale, une émigration clandestine internationale en masse. Néanmoins, l'espoir est permis pour ces 49 pays qualifiés de moins avancés par l'ONU selon des critères établis et étudiés par le Conseil Economique et social, dont les 34 membres sont des pays africains, parmi lesquels le Sénégal. Le rapport 2013 de la CNUCED recommande donc la mise en place de politiques budgétaires capables d'accélérer les investissements publics d'infrastructure et d'accroître les dépenses d'éducation et de formation. Par ailleurs, la mise à disposition de crédits pour les petites et moyennes entreprises, qui sont souvent considérées par les banques comme **« clients à risques »** serait précurseur d'un redressement de la situation. L'investissement dans les infrastructures rurales est aussi nécessaire pour stimuler la productivité rurale et associer d'avantage les exploitations agricoles à des activités à plus forte valeur ajoutée. L'Etat doit en outre favoriser la création d'emplois décents et durables. Celle-ci permettrait d'inverser une tendance dans ces pays où la plus grande part des emplois relève du secteur informel caractérisé par la précarité, des salaires bas et de faibles compétences. Cependant, ces efforts requièrent la participation de tous les acteurs notamment l'Etat, les partenaires techniques, financiers et économiques.

## Le partenariat HHA s'élargit et plaide pour la prise en compte de la couverture sanitaire universelle dans l'agenda Post 2015.

Le Partenariat Harmonisation pour la Santé en Afrique (HHA) s'est élargi avec l'adhésion du Partenariat Mondial Faire Reculer le Paludisme. Cette adhésion est intervenue jeudi à Dakar à l'occasion de l'ouverture de la 8ème réunion annuelle des Directeurs Régionaux des agences du Partenariat HHA qui compte désormais 15 membres.



Photo de famille des Directeurs Régionaux du Partenariat Harmonisation pour la Santé en Afrique(HHA)

Parlant au nom des agences, le Directeur Régional de l'OMS pour l'Afrique, Dr Luis Gomes Sambo, a souhaité la bienvenue au Partenariat Mondial Faire Reculer le Paludisme tout en mettant en exergue ses avantages comparatifs. *« La promotion de la santé des communautés est au cœur de notre action. Nous devons contribuer à accélérer les progrès enregistrés pour réduire de manière significative la prévalence des maladies transmissibles, en particulier le paludisme, la*

*tuberculose et le SIDA; et la mortalité maternelle et infantile »*, a souligné le Dr Sambo.

Ces progrès seront possibles, entre autres, grâce à l'appui harmonisé des partenaires pour répondre aux priorités des pays. A

cet effet, la création du mécanisme HHA constitue une démarche allant dans cette direction, a réitéré le Directeur régional de l'OMS.

Il a dégagé les perspectives par rapport à l'Agenda de développement post 2015 en termes de consolidation des efforts pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) liés à la santé, et la réduction de l'incidence des maladies non transmissibles et des maladies tropicales négligées.

Le Dr Sambo a réaffirmé l'engagement de l'OMS à poursuivre le

plaidoyer en faveur de la couverture sanitaire universelle afin que cette approche devienne une concentration des efforts de HHA pour l'Agenda de développement post 2015 et stimule les pays à contribuer à l'atteinte des objectifs de santé et à la réduction de la pauvreté.



Mme Josephine Odera (Directrice Régionale ONU Femmes pour l'Afrique de l'ouest et du centre) et Mme Anta Sarr (Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance) et au fond Maxime Houinato (Directeur Adjoint ONU Femmes pour l'Afrique de l'ouest et du centre) et Dr Louis Gomes Sambo (Directeur Régional de l'OMS pour l'Afrique)



Hortense Gbaguidi (Point Focal HHA) faisant sa présentation

Présidant la session aux côtés du Dr Sambo, la Directrice Régionale d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr Joséphine Odera, a indiqué que HHA a la capacité d'influencer le renforcement des systèmes de santé à travers sa mission principale qui est axée sur l'harmonisation et la collaboration. **« Ceci est crucial pour intégrer les questions de santé prioritaires y compris la santé de la femme ».** **« Il est temps de regarder de très près la mission de base de la plateforme de HHA pour mieux atteindre les objectifs et résultats énoncés dans le plan d'action à l'horizon 2015 »**, a-t-elle déclaré.

**« Nous pouvons utiliser la plateforme HHA pour influencer les changements de mentalité, notamment auprès des décideurs, en matière de santé »**, a conclu Mme Odera.

Cette première journée a été également marquée par la présentation du rapport du Comité technique réuni du 12 au 14 novembre 2013 à Dakar et un panel de discussions sur la valeur ajoutée du partenariat HHA. Le panel était animé par le Directeur Régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mr Manuel Fontaine, entouré par quatre intervenants des bureaux de l'OMS au Gabon, de l'UNICEF au Kenya, du FNUAP au Mozambique et de l'ONUSIDA en Mauritanie.

**Fenêtre sur l'agriculture à la FAO: une bonne mobilisation des acteurs sur le thème «résilience, sécurité alimentaire et protection sociale »**



De la gauche vers la droite, Les Représentant (e) s de l'UNICEF, du PAM et de la FAO lors de la première rencontre « Fenêtre sur l'agriculture » à la salle de conférences de la FAO

**La salle de conférence de la FAO a fait le plein dans l'après midi du lundi 25 novembre avec plus de 50 participants qui ont ardemment échangé sur le thème «Résilience et protection sociale pour une meilleure sécurité alimentaire».** Les acteurs de cette première rencontre thématique informelle organisée par la FAO et l'IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale) venaient d'Institutions du Système des Nations Unies (SNU), de la société civile,

**d'instituts de recherche, mais aussi de la presse et des consultants ou experts qui étaient intéressés par le sujet traité. Cette initiative du Représentant de la FAO au Sénégal, M. Vincent Martin, soutenue et organisée conjointement avec l'IPAR, a porté ses fruits dans l'idée qu'il avait « de créer un espace de débat sur le thème de l'agriculture et sécurité alimentaire et réunir des partenaires pour aborder de nouvelles pistes de réflexion et d'action ».**

***L'objectif visé dans ces discussions est de voir les voies et moyens d'atteindre une sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'éliminer la faim. La présence de Mme Marcia Carvalho-Lopes, ancienne ministre du Brésil du développement social et de la lutte contre la faim a donné un cachet spécial à cette première rencontre de la FAO et l'exemple du Brésil en matière de lutte contre la faim a suscité beaucoup d'intérêt pour les participants à la réunion.***

La qualité des présentations faites par les différents intervenants ont été à l'origine de la richesse des débats qui ont suivi.

Plusieurs participants ont également apprécié les informations fournies par l'ancienne ministre du Brésil sur le programme de bourses sociales aux familles démunies qui est actuellement initié par le gouvernement du Sénégal. Ils ont souligné que c'est **«un engagement fort»** dans le domaine de la protection sociale.

Pour le Représentant de la FAO au Sénégal, Vincent Martin, il existe **«une véritable volonté des acteurs d'agir pour une meilleure sécurité alimentaire et la protection sociale au Sénégal»**. M. Martin a toutefois souligné l'importance d'une meilleure coordination entre les différents ministères agissant sur le thème de la sécurité alimentaire. C'est d'ailleurs ce qui a fait le succès du programme faim zéro au Brésil.

Pour sa part, le Directeur exécutif de l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), Cheikh Oumar Bâ, a salué les initiatives des autorités pour définir une meilleure politique agricole.

Les discussions issues de cette rencontre tout comme les recommandations et suggestions émises par les différents participants ont montré l'intérêt certain mais aussi l'appropriation des acteurs de cette rencontre d'idées. Des propos recueillis auprès de certains participants témoignent que **«ces espaces de rencontres devraient être plus fréquents»**. Les propositions concrètes qui sortiront de ces débats, enrichis par autant d'expertises pourront certainement peser dans la balance pour atteindre tous les objectifs souhaités, diront-ils. Les rencontres **«Fenêtre sur l'agriculture»** se tiendront tous les deux mois sur des questions d'actualité surtout celles liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la volonté d'accompagner le gouvernement dans ses priorités et dans l'intérêt des populations, particulièrement les ménages vulnérables, les femmes et les jeunes.

### **Le PAM et Oxfam renforcent la capacité de résistance des ménages vulnérables grâce au projet R4.**

Kouthiacoto Ndéné, est un village situé à quelques kilomètres de la communauté rurale de Koussanar à 70km de Tambacounda au sud est du Sénégal. Le PAM et OXFAM y ont lancé la phase pilote du projet 4R qui vise la résilience des communautés. L'initiative pour la Résilience Rurale des communautés (4R) est un projet qui vise à renforcer la capacité de résistance des ménages vulnérables aux différents risques en cas de sécheresse et à améliorer les moyens d'existence.

Trouvée dans son champ de mil et de riz, sous un soleil de plomb, Diari Dème s'active. Agée de 46 ans et mère de 13 enfants, elle travaille dans ce champ pour subvenir aux besoins de sa famille. Avant l'intervention du PAM, d'Oxfam et des partenaires dans son village, Diari Dème n'avait pas un accès facile à l'eau pour ses cultures donc avait un rendement faible.

Dans le cadre du 4R, des digues sont construites dans les villages et l'eau y est tout au long de l'année



Dans son champ de mil et de riz, Diari Dème et les autres femmes du village. Une digue construite juste à côté de son champ grâce au projet 4R leur permet d'avoir un accès plus facile à l'eau.

*«Avant le 4R, il nous était difficile d'avoir de bonnes récoltes car nous n'avions pas accès à l'eau et même aux engrais qu'on était obligé d'acheter. Maintenant avec les fosses compostières, une des composantes du projet, l'engrais est gratuit. L'accès à l'eau pour les cultures est facilité également grâce aux digues construites dans nos villages. Nous n'avons même pas besoin de faire des efforts car la digue est juste derrière nous»* nous confie Diari Dème.

*«Aujourd'hui, mon champs me permet de subvenir aux besoins alimentaires de ma famille. Avant, je ne cultivais que du mil maintenant avec les digues je peux faire de la riziculture et diversifier mes cultures. Ceci au bonheur de ma famille. Car vous savez, nous nos récoltes nous ne les vendons pas, nous consommons une partie et une autre est précieusement gardée dans les magasins pour la période de soudure. Les dépenses prévues pour la nourriture peuvent désormais servir à soigner ma famille ou appuyer mes enfants dans leur scolarisation»* rajoute t – elle.



Abdou, s'activant dans sa boulangerie traditionnelle. Avec le 4R il a augmenté sa production grâce à la composante épargne

Une autre composante du 4R mis en œuvre avec l'appui de l'ONG OXFAM, est l'épargne. Des groupes sont créés au sein des villages et organisés par les communautés sous la forme traditionnelle des tontines. Chaque membre cotise chaque semaine entre 50 et 100FCFA et au besoin un prêt peut être accordé à un membre pour un remboursement avec intérêt.

Abdou est boulanger traditionnel dans le village de Kouthiacoto dans la communauté rurale de Koussanar. Le groupe EPC lui a permis d'augmenter sa production de pain. *«Avec deux kilos et demi de farine j'arrivais juste à produire 7 kilos de pain. Grâce à notre groupe dans ce village j'ai pu faire un prêt et augmenter de 5 kilos ma production journalière. Je gagne plus désormais et je peux avec ce bénéfice penser à améliorer ma production et surtout subvenir à d'autres besoins. Avant la caisse, nous ne pensons pas à épargner ni à faire des économies mais maintenant c'est devenu systématique et cela nous aide beaucoup».*

## Des distributions ciblées de vivres pour apaiser les populations vulnérables.



Aldiouma Ba, Producteur à Agnam ( Matam) et bénéficiaire TFD

A 84 ans, le vieux Aldiouma Ba défie le temps. Chapeau en tête, l'homme marque une détermination remarquable pour récupérer les vivres offerts par le PAM au niveau de sa communauté rurale, Agnam, dans la région de Matam, Nord du Sénégal. Une localité touchée lors de la campagne agricole passée par un déficit hydrique qui a pesé négativement sur les récoltes. Sur une superficie totale emblavée de 5 hectares dont 2 pour le mil et 3 pour le maïs, le producteur Aldiouma a vu ses espoirs envolés.

En plus de la faible pluviométrie enregistrée, les oiseaux sont passés pour sévir. Résultat : la production reçue peine à remplir un sac de 50 kilogrammes, révèle le vieux d'Agnam. Une production trop insuffisante pour satisfaire les besoins alimentaires de sa lourde charge familiale composée de 26 personnes dont 5 enfants de moins de 5 ans et 10 de moins de 18 ans.

Depuis le mois de juillet et à chaque mois, le vieux Ba, dresse fièrement sa charrette pour rejoindre le chef lieu de la communauté rurale, site de distribution des vivres PAM. **«Si vous venez chez moi, vous allez mesurer l'impact de cet appui du PAM. Je me demande toujours comment je pourrai vivre avec ma famille sans cet appui. Je ne saurai vous remercier»** nous fait savoir le vieux à l'équipe de supervision du PAM. Il a ravi la vedette à tous les bénéficiaires du projet de



Kémokho Danfakha, Agriculture à Ngari (Kédougou) et bénéficiaire TFD

distribution ciblée de vivres du PAM au niveau de la région de Kédougou. Il n'a cessé de tarir d'éloges à l'endroit de l'agence humanitaire. Pour tout justifier, l'agriculteur Kémokho Danfakha, a guidé la mission de supervision du PAM et de ses partenaires vers son champ. Et là, sa satisfaction se comprend mieux. **«Regardez, ce champ ! C'est grâce au PAM que je suis parvenu à l'avoir. Toutes mes économies allaient servir à payer des vivres. L'assistance du PAM, m'a permis d'investir sur cette parcelle maraîchère»**, explique le producteur agricole. Poursuivant, il déclare, **«je gagne déjà 150 000 francs CFA. Je vends ma production facilement au niveau des sites d'orpillage»**. Mieux, révèle le producteur agricole, **«j'ai commencé à améliorer mon habitat, vous avez constaté que je construis parce que je n'ai plus de souci d'alimentation et l'argent que je gagne du jardin me permet d'investir»**.



Ce père de famille de 7 enfants dont 4 de moins de 5 ans et producteur depuis plus de 20 ans, compte sur son travail pour améliorer ses conditions de vie et permettre au PAM d'assister les autres populations qui sont dans le besoin. **« Quand on vous aide, il faut donner le bon exemple. L'appui du PAM m'a permis de ne pas accepter des vivres alors, j'investis dans ma production pour dépasser cette situation de dépendance »**, martèle-t-il. Un bel exemple de la philosophie de l'appui du PAM.

### **Pour la Journée mondiale de l'enfance, l'UNICEF demande que l'on mette en lumière les violences et la maltraitance cachées.**

Alors que la communauté internationale célèbre la Journée mondiale de l'enfance en ce jour anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'UNICEF demande instamment



Enfant en situation difficile

que l'on mette bien mieux en lumière ces millions d'enfants qui, dans chaque pays et à tous les niveaux de la société, sont victimes de violences et de mauvais traitements que l'on ne remarque pas ou que l'on ne signale pas.

**« Trop souvent, les mauvais traitements sont perpétrés dans l'ombre : on ne les détecte pas, ils sont passés sous silence et trop souvent, on les accepte, ce qui est**

**encore pire,** » a dit le Directeur général de l'UNICEF Anthony Lake. **« Nous avons tous la responsabilité de « rendre visible l'invisible », que ce soient les gouvernements qui doivent promulguer et faire respecter des lois interdisant la violence à l'égard des enfants ou les simples citoyens qui refusent de garder le silence lorsqu'ils sont témoins de maltraitance ou la soupçonnent. »** La violence à l'égard des enfants prend bien des formes, y compris la violence familiale, les abus sexuels ou des pratiques disciplinaires trop strictes. On la constate souvent en situation de guerre ou de conflit armé. Elle peut infliger des souffrances physiques autant que psychologiques aux enfants.

**« La violence à l'égard des enfants fait plus que blesser ceux qui la subissent, elle déchire le tissu social, affecte la productivité, le bien-être et la prospérité, affirme M. Lake. Aucune société ne peut se permettre d'ignorer la violence contre les enfants. »** Il existe des approches efficaces pour prévenir et combattre la violence à l'égard des enfants. On peut fournir un appui aux parents, aux familles et à tous ceux qui s'occupent de jeunes, renforcer les aptitudes des enfants pour les aider à se protéger contre la violence, œuvrer de façon explicite à modifier les normes et attitudes sociales qui tolèrent la violence et la discrimination et renforcer et faire respecter les lois et politiques qui protègent les enfants. L'UNICEF a lancé la campagne **#ENDViolence Against Children** (Mettre fin à la violence à l'égard des enfants) un peu plus tôt dans l'année. Elle vise à faire reconnaître publiquement cette question et encourage les gens à appuyer les mouvements locaux qui luttent contre ce grave problème mondial et à s'y engager.

La Journée mondiale de l'enfance célèbre aussi l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui fête son 24<sup>ème</sup> anniversaire cette année. Cette convention de l'ONU, adoptée en 1989, a été le premier instrument international juridiquement contraignant à affirmer que les droits de l'homme s'appliquent à tous les enfants. Elle spécifie que chaque enfant, où que ce soit dans le monde, a le droit de survivre et de grandir à l'abri de toutes les formes de violence.

L'UNICEF rend aussi honneur, en ce jour, au travail important accompli par Child Helpline International (CHI), un réseau mondial comprenant 173 lignes d'assistance téléphonique dans 141 pays, qui fête aujourd'hui son 10<sup>ème</sup> anniversaire. Dans un rapport mondial publié aujourd'hui, le CHI affirme que la violence, la maltraitance et l'abandon figurent parmi les principales raisons pour lesquelles les enfants et adolescents composent ces numéros d'appel à l'aide et qu'elles comptent pour 17 pour cent de tous les appels de ces dix dernières années.

En 1954, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la première Journée mondiale de l'enfance et encouragé toutes les Nations à observer cette journée annuelle pour promouvoir la compréhension mutuelle entre les enfants, ainsi que des activités favorisant leur bien-être. Le 20 novembre, jour où de nombreux pays, célèbrent la Journée mondiale de l'enfance, marque l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration des droits de l'enfant en 1959, et de la Convention relative aux droits de l'enfant, en 1989.

### **Intégrer l'éducation sexuelle dans les curricula au Sénégal.**

**Comme le montrent plusieurs indicateurs, les besoins en santé de la reproduction demeurent importants au Sénégal malgré son taux de prévalence du VIH/SIDA relativement faible (0.7% en 2011). De plus, il est généralement reconnu que l'éducation est un puissant mo-**



**teur d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des jeunes et que la maîtrise de la santé sexuelle et reproductive agit positivement sur le développement national.**

C'est pourquoi, d'importantes actions par le biais de l'école ont été entreprises. Différents program-

mes du Ministère de l'éducation et de la société civile existent déjà pour répondre aux défis. Cependant, ces programmes sont mis en œuvre par des acteurs travaillant de façon autonome, alors qu'ils pourraient gagner en efficacité en étant davantage harmonisés.

En effet, ils ne couvrent pas toujours les mêmes questions et pourraient se compléter. Et, il y a besoin de pérenniser les actions.

**«Une éducation sexuelle assurée dans le cadre scolaire et portée par l'enseignement national est sans aucun doute la manière la plus efficace et efficiente de répondre aux besoins»** a déclaré M. Momar Seck, Consultant spécialiste VIH/SIDA au Bureau régional de l'UNESCO à Dakar. **« Elle permet l'accès à un grand nombre de jeunes, de disposer d'une infrastructure y compris des enseignants compétents en la matière, et permet la durabilité des efforts sur les plans institutionnel et financier »** a ajouté Seck.

#### Au Sénégal puis en Afrique de l'Ouest

Soucieuse d'apporter sa contribution à cette question, l'UNESCO-Dakar en coopération avec plusieurs partenaires a organisé du 18 au 21 novembre 2013, un atelier ressemblant des Agences des Nations Unies dont l'UNFPA ainsi que plusieurs partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux actifs dans l'éducation sexuelle et la santé reproductive.



Ils ont examiné et évalué les pratiques en matière d'éducation sexuelle et définiront une feuille de route pour intégrer les bonnes pratiques d'éducation sexuelle au curricula du primaire, du secondaire, de la formation des enseignants, et de l'éducation non formelle au Sénégal, y compris les actions de plaidoyer à conduire. Cette expérience pilote sera documentée pour servir par la suite, à la promotion de l'éducation sexuelle dans d'autres pays de l'Afrique de

l'Ouest.

La cérémonie d'ouverture de cet atelier s'est tenue le 18 novembre 2012 à 09 h 00 au Bureau de l'UNESCO à Dakar. Elle a été présidée par le Ministre de l'éducation du Sénégal, Serigne Mbaye THIAM avec à ses côtés, le Représentant de la Directrice de l'UNESCO Dakar, M. Jean ADOTEVI.

***«Une éducation sexuelle assurée dans le cadre scolaire et portée par l'enseignement national est sans aucun doute la manière la plus efficace et efficiente de répondre aux besoins »***

**Momar Seck, Consultant—spécialiste VIH/SIDA au Bureau régional de l'UNESCO à Dakar.**